



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Nicole Mathieu et Marcel Jollivet (sous la direction de). - *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui.*

M. François Clerc

Citer ce document / Cite this document :

Clerc François. Nicole Mathieu et Marcel Jollivet (sous la direction de). - *Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui.* In: Économie rurale. N°208-209, 1992. L'agriculture et la gestion des ressources renouvelables. Session des 29 et 30 Mai 1991, organisée par Maryvonne Bodiguel (CNRS) avec la collaboration de Michel Griffon (CIRAD) et Pierre Muller (CRA-FNSP) pp. 149-152;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_208_1_4901

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Nicole MATHIEU et Marcel JOLLIVET (sous la direction de). - **Du rural à l'environnement. La question de la nature aujourd'hui.** Paris, ARF, Editions L'Harmattan, 1989.

Cinq ans après le colloque dont il est issu (1), cet ouvrage de la Bibliothèque des Ruralistes présente toujours autant d'intérêt.

Depuis, l'inquiétude que les « ruralistes manifestaient déjà en 1986, n'a fait que croître. Nombre d'entre eux « s'interrogent sur eux-mêmes et sur le devenir (ou la dissolution) du rural comme objet spécifique de recherches en sciences sociales ». Alors, pourquoi ne pas se sentir « interpellés » par le concept-coqueluche du moment, l'environnement ? L'ennui, c'est qu'il s'agit là d'une notion « fort floue et polysémique » : tout est l'environnement de tout et vice-versa. Et de toute façon il n'apparaît pas d'emblée par quel bout l'environnement, au sens courant du terme de Robert Poujade à Brice Lalonde, relève des ruralistes.

D'où, un intéressant rétablissement qu'effectuent les auteurs de l'ouvrage et qui ressort très bien de la comparaison du titre de l'ouvrage : « du rural à l'environnement » et du sous-titre : « la question de la nature aujourd'hui ». « Derrière et à travers les préoccupations concernant « l'environnement » (c'est) en fait la « question de la nature » qui se pose aujourd'hui. » Débat multiséculaire : il en est déjà question dans ce que se disent Yahvé et Adam dans la Genèse... Le débat rebondit à notre époque où « l'homme doute de sa puissance prométhéenne » et prend conscience des conséquences de ses propres activités sur lui-même et sur l'évolution des ressources naturelles dont il vit.

Qu'ont à dire sur le sujet les spécialistes des sciences sociales ? Les auteurs affichent tout d'abord une regrettable modestie : « les sciences sociales n'ont par définition pas directement à voir avec, ou à faire à, la nature ». Certes. Mais encore faut-il éclairer un peu ce que les uns et les autres pensent quand ils disent : nature. Et comme la tendance dominante est « d'instituer véritablement le « rural » comme « nature » (comme aménité, nature à protéger et, pour tout dire, « environnement ») », les ruralistes retrouvent une raison d'être, même si « la nature rurale n'est pas toute la nature »... L'intérêt de l'ouvrage est donc d'essayer de répondre à la question de savoir comme la nature est « pensée ».

« **Penser la nature** » est précisément le titre de la première partie. « L'écologie ne peut plus être une réflexion sur la nature ». Telle est l'idée que développe Jean-Claude Lefeuvre, du Muséum national d'histoire naturelle. « La manipulation des écosystèmes par l'homme a été la règle de nos pays industrialisés... Un milieu qui apparaît aux yeux du grand public comme le symbole même du naturel, la forêt, (n'est) dans sa composition actuelle que le reflet des activités humaines », qu'il s'agisse de futaie ou du taillis. « Depuis 3 ou 4 000 ans, la biosphère subit des transformations profondes corrélées à la croissance démographique d'une espèce envahissante : l'Homo sapiens ». Aussi l'écologie est contrainte de « se référer en permanence à l'homme et à l'histoire des sociétés ».

François Guéry retrace brièvement, au plan philosophique, l'opposition entre « nature » et « artifice ». La pensée grecque (réserve) à un concept introuvable de la nature des vertus de réserve et de modération », posant le « naturel comme le modèle à imiter pour réaliser la justice dans la Cité et dans l'âme, et la santé dans le corps ». A cette philosophie s'oppose celle des Modernes qui, à la suite de Francis Bacon de Verulam, fonde sur le progrès technoscientifique l'espoir d'une société de prospérité et de bien-être. Mais « la philosophie contemporaine regrette... de s'être laissée aller au rêve d'une technologie bienheureuse ». Heidegger dira : « cette horreur, la modernité... » Pour l'auteur « le « naturalisme » qui préconiserait moins d'industrie au sens d'abstinence ou d'animalité retrouvée, serait la négation de la totalité de l'acquis philosophique occidental... Le seul et unique remède à une technologie effrénée, incontrôlée, sauvage, c'est une technologie mesurée, contrôlée et domestiquée, soit POLITIQUE ».

Marcel Calvez explique comment, au XIX^e siècle, on en est venu à situer, dans une lande inculte, la forêt de Broceliande des légendes arthuriennes.

La possible déprise agricole dans les prochaines décennies fournit à Yves Luginbuhl le point de départ d'une réflexion sur l'opposition sauvage/cultivé, appliqué à « l'ordre social de l'harmonie des paysages ».

Quoi de plus prometteur, du point de vue de la nature, que le retour d'un champ à la friche ! Et pourtant pour nos amoureux de la nature, « un beau paysage, c'est-à-dire un paysage harmonieux, est un paysage cultivé... où les champs de blé doré sont le signe de la présence humaine et respirent la prospérité » et la friche est à la fois « une anticulture agricole et une anticulture esthétique ». Bien plus, « le paysage de la friche (est) signe du désordre social et de l'irrationalité ».

Pêcheurs et forestiers ont en commun d'effectuer des prélèvements directs dans des milieux naturels. Aussi apparaissent-ils comme spoliateurs et déprédateurs des ressources appartenant à notre patrimoine collectif. D'où l'apparition d'un discours éthique légitimant une entreprise de réforme des pratiques productives. C'est l'usage qui, comme nous explique Geneviève Delbos, fut fait, au cours des siècles, du thème du dépeuplement des eaux marines. C'est le rôle que jouent les plans d'aménagement forestier dont Anny Bloch-Raymond nous raconte l'histoire multiséculaire.

Mais pourquoi donc et comment les sciences sociales se sont-elles saisies de la nature, alors qu'elles se sont historiquement affirmées en rompant avec les théories qui recherchaient dans les déterminismes naturels les principes explicatifs des comportements humains ? C'est l'une des questions auxquelles Bernard Kalaora et Gérard-Raphäl Larrère donnent deux réponses.

D'abord « la commande sociale » du fait de trois éléments nouveaux : la dégradation des milieux naturels liés à la

(1) 25 des 57 communications présentées sont reprises. S'y ajoutent 5 autres contributions, plus 5 textes d'introduction, de synthèse ou de conclusion.

croissance économique, les conflits entre l'utilisation productive des espaces naturels et leur « appropriation symbolique » par les couches moyennes de la population urbaine, avides de chlorophylle..., et enfin l'apparition d'un mouvement social, les militants de la nature... Bref, les décideurs avaient besoin qu'on leur explique ce dont il s'agissait. Au travail, Messieurs les chercheurs...

Ensuite une certaine façon pour la communauté scientifique de contrebattre les effets nocifs d'une parcellisation croissante du savoir, une conséquence de la division du travail entraînant des rendements décroissants dans la production des connaissances.

Les démarches disciplinaires se sont-elles simplement juxtaposées ou l'interdisciplinarité est-elle née ? Les auteurs paraissent sceptiques : « la sociologie postérieure à Le Play s'affirma sur un principe épistémologique : il n'est de connaissance du social qu'en isolant les faits de société de leur environnement naturel... ; quant aux économistes, ils n'ont jamais apprécié les milieux « naturels » que du seul point de vue de leur utilité... la plupart des sciences de la nature ont exclu l'homme de leur champ d'investigation... L'agronomie est passée du statut de science sociale à une nébuleuse de disciplines biologiques et biochimiques... Les premiers travaux d'écologie ont eu une prédilection pour les biocénoses présentes dans les lieux où l'homme est relativement discret : îles inhabitées, lacs, océans »...

Alors, confrontation des disciplines, le soin étant laissé au lecteur de décider de l'indécidable ? Hiérarchisation des points de vue au profit d'une discipline tierce ou par décision extérieure ? Ou enfin, « installation » aux frontières disciplinaires, « sans repères et sans filet » au risque de voir chacun « perdre son âme » et « le monde... se dissoudre dans le chaos » ?

Les auteurs ne concluent pas. On aurait pu souhaiter que, descendant d'un niveau, ils s'interrogent, au-delà de la référence au livre de F. Dagonet **Des révolutions vertes. Histoire et principes d'agronomie** (Paris, 1973) sur la façon dont, en France et à l'étranger, les écoles d'ingénieurs agronomes ou forestiers ont mis (ou n'ont pas mis) en œuvre l'interdisciplinarité dans les formations qu'elles dispensent.

Concluant cette première partie, Geneviève Delbos, plutôt sceptique sur la possibilité de savoir ce qu'est la nature (« la pensée de la nature est d'abord subjective »), se demande « penser la nature, comment sinon dans l'air du temps ». La pensée savante occidentale de la nature... a, à toutes époques, été indissociablement liée aux spéculations idéologiques. « Qu'elles soient d'ordre religieux (2), éthique ou politique, (les options retenues) ne viennent pas se mêler arbitrairement à des questions purement scientifiques, elles en sont la sève, pour le meilleur comme pour le pire ». Pour Yves Luginbuhl, le rural, « issu de la vision d'un espace occupé et aménagé par l'homme », est une bonne approche pour « repenser la nature ».

Sous le titre **Gestes, usages, représentations**, la seconde partie de l'ouvrage rassemble un certain nombre d'analyses de pratiques et de représentations qui expriment la façon dont est vécue la relation avec la nature.

2. C'est nous qui soulignons. L'histoire des religions étant une science sociale, on aurait aimé une contribution sur « Nature, environnement et religions » ou quelque chose d'approchant. A signaler à ce sujet la communication d'Olivier Godard. Voir ci-après.

A propos du maïs en Alsace, Josiane Ritz-Stoessel étudie comment les agriculteurs expliquent et justifient leurs systèmes de production et leur évolution par les contraintes du milieu naturel. « Agriculteurs biologiques et producteurs de tomates en hors sol sous serres-verre semblent bien avoir des rapports à la nature fort différents » et pourtant Jacques Rémy a entrepris de les comparer : n'ont-ils pas à affronter des problèmes similaires (recherche de normes et de références pour la production, constitution d'un appareil d'encadrement spécifique, etc) ? Et puis, quoi de plus semblable qu'un serriste qui cherche à produire les conditions « naturelles » optimales de la production et un agriculteur biologique qui « fait avec », tout en essayant d'accroître ses connaissances des lois de la vie !

Françoise-Eugénie Petit nous raconte à propos des Causes le retour d'une pratique séculaire — le défrichement — dans le contexte spécifique du XX^e siècle. En s'opposant à la restructuration du bocage en prétextant les impératifs des facteurs naturels, les natifs du Boischaut dont nous parlent Y. Luginbuhl et Béatrice Mortain ont découvert la stratégie qui leur permet de consolider leur pouvoir sur l'espace local.

Thiphaine Barthélémy et Florence Weber nous dressent un passionnant tableau des parcours et des projets des militants de la nature en Bretagne. D'abord, le contexte des années 70 : le choc visuel né de la suppression des haies, le régionalisme culturel, un certain catholicisme revenant à l'idée d'une nature perçue comme fondamentalement bonne mais menacée par les hommes, enfin les luttes anti-nucléaires. Les auteurs distinguent trois types de pratique, l'écologie naturaliste attachée principalement à la protection des écosystèmes, l'écologie politique, enfin l'écologie du cadre de vie et de la beauté. Parmi les associations, les unes ont une approche globale et les autres, une approche locale de l'environnement. Trois types de militants se dégagent : les scientifiques, qui prolongent ainsi leur activité professionnelle au nom de la même rationalité, les politiques, souvent des néo-ruraux issus des mouvements d'extrême-gauche, enfin les autodidactes mal à l'aise dans un monde qui change.

Quel usage les architectes et les paysagistes ont-ils fait des concepts de nature et du rural ? C'est la question que s'est posée Françoise Dubost. Première étape, les années 50-60. La nature et le rural sont confondus dans leur opposition à l'urbain, un urbain où l'on « mettra du vert » dans les blancs des plans de masse pour atténuer le dépaysement des ruraux déracinés. Deuxième étape, les années 70. L'Etat prend en charge la qualité de la vie, le cadre de vie. Les vocables-clefs sont pour les ingénieurs, l'environnement, et pour les spécialistes de l'esthétique, le paysage. Parmi ces derniers, la lutte est rude entre les paysagistes, qui, jusqu'alors cantonnés aux espaces verts, ont désormais l'ambition de « modeler l'espace tout entier » d'une part, et, d'autre part, les architectes qui, se faisant sitologues (sic), se font fort de découvrir les lois inénarrables et universelles des beaux paysages et de construire des bâtiments « intégrés » dans le paysage, lequel, du coup, conservera son équilibre et son harmonie. Les années 80 sont celles de la nature à « réintroduire » dans

l'espace rural aussi bien que dans l'espace urbain. « Elle doit recoloniser la campagne et la ville » (sic). Cette pertinente analyse de F. Dubost met indirectement en évidence l'indigence de la réflexion contemporaine sur la ville.

Pour les Vosgiens de la vallée de la Plaine que décrit Colette Mechin, la forêt, y compris la « soumise », est un espace libre où chacun doit pouvoir pratiquer « l'économie de cueillette » et puiser selon ses besoins, bois, truites ou gibier. Denis Chevallier montre l'intérêt des approches ethnologiques des savoirs de la nature.

Au terme de cette seconde partie monographique, Jean-Paul Billaud et Martin de la Soudière se posent, entre autres, une question qu'un tel ouvrage ne pouvait omettre : quelle idée les agriculteurs ont-ils de la nature ? « Leur pratique de la nature est avant tout une pratique technique ». Mais leurs représentations de la nature doivent-elles être considérées comme subordonnées à leurs pratiques ou bien n'y aurait-il pas quelque chose de vrai dans l'inverse ? Assurément, les représentations énoncées ou sous-jacentes aux actes productifs les légitiment généralement mais ne serait-ce pas une ruse paysanne pour ne pas apparaître suspects aux yeux du technicien agronome ou du citadin-chercheur ?

Parvenus à ce point de leurs réflexions, nos auteurs réclament l'assistance de décrypteurs du mental, tout en manifestant certaines appréhensions.

La troisième partie « **A la croisée des politiques : la nature** » débute par une contribution de Jean-Louis Fabiani. Il nous dresse un intéressant bilan de ce que les sciences sociales ont dit des rapports de l'Etat et la nature.

Premier champ d'étude : l'Etat zonant, spécialisant et hiérarchisant les portions d'espace, en vue de préserver la nature conformément aux aspirations de la « petite bourgeoisie » des résidences secondaires. Deuxième champ : la mise en place de législations environnementales à peu près au même moment dans différents pays, les Etats tirant leur légitimité dans ce domaine d'un discours scientifique. Troisième champ : l'efficacité des actions protectrices de l'Etat et le rôle des associations. Suivent des études de cas d'interventions étatiques, très intéressantes :

— la protection des eaux contre l'agriculture en France, Suisse et Belgique (Corinne Larrue) ;

— les effets de l'industrialisation de l'agriculture sur l'environnement aux Pays-Bas (Jaap Frouws) ;

— la législation montagnarde française depuis cent ans et les images contradictoires de la nature qu'elle a véhiculées (Monique Barrué-Pastor). « A partir du moment où le déclin de l'activité agricole a porté préjudice au développement touristique... alors a commencé à se développer l'idée du jardinier de la montagne ». Où est la nature dans tout cela ?

— les réserves naturelles (Jean-Claude Bontron et Aline Brochot) ;

— la réglementation de la grave alluvionnaire en Gironde, vue sous l'angle économique (Patrick Point) ;

— la défense des forêts contre l'incendie, un problème d'économiste ? (Daniel Puech). L'auteur se demande si la gestion et la protection de l'environnement naturel relèvent

des seuls économistes. Il ne leur est pas toujours facile par exemple de mettre en relation les coûts de défense des forêts contre les incendies et les dommages consécutifs à ces incendies. D'où la nécessité de dépasser la vision économique et d'en venir à une approche patrimoniale, mais elle n'est pas chose simple. Aussi renvoie-t-il à Jean de Montgolfier dont, malheureusement, la communication au colloque, co-signée avec J.M. Natali, n'est pas reprise dans l'ouvrage (3) ;

— une approche patrimoniale de la qualité du milieu naturel (Henri Ollagnon). Entre autres points, l'auteur analyse comment les différents acteurs prennent, ou non, en charge la « qualité » d'un milieu naturel. Il prône une démarche d'audit patrimonial pour la résolution des problèmes d'action mettant en jeu plusieurs acteurs ;

— une démarche en quête d'acteurs : la demande sociale des biens de nature (Luc Thiebaud). Après avoir défini, exemples à l'appui et non sans humour, ce qu'il appelle « demande sociale », l'auteur constate de façon pertinente que « l'éloquence des demandes sociales, liée au poids des catégories qui les porte, varie globalement selon les espaces qui les concernent, contribuant à renforcer les différenciations écologiques des « natures » « en jeu ». Cela explique que « la demande sociale de nature « en plaine » reste éclatée et impuissante ».

Fallait-il en Andalousie mettre en valeur la zone de DONANA pour donner du travail et du pain à des populations indigentes, mais au risque de détruire les beautés de la nature ? Fallait-il le ou la constituer en parc national par souci esthétique et pour le luxe de quelques uns car « un oiseau vaut mieux qu'un homme »... ? L'auteur, Juan Ojeda Rivera, pense pouvoir affirmer que DONANA, espace protégé, peut être « l'expression la plus parfaite d'une autre forme de développement »...

André Nicoud nous propose de considérer les initiatives et expériences de développement local qui, dans le parc naturel régional du Pilat, ont visé à valoriser la ressource forestière locale « comme des opérations de construction de nouveaux espaces sociaux et, partant, comme des révélateurs des représentations sociales héritées structurant les territoires qu'elles investissent ». Chantal Aspe se demande pourquoi dans sa région, PACA (Provence-Alpes-Côte d'Azur), les eaux usées ne sont pas mieux épurées, en d'autres termes, pourquoi lorsqu'il s'agit de faire retrouver à l'eau ses qualités « naturelles » les élus municipaux ne sont pas mobilisés davantage. Selon elle, la faute en incombe aux administrations techniques qui décident en fait à la place des élus et, de pensée « équipementiste », ne se situent pas dans une problématique juste du rapport homme-nature. L'auteur prône d'irriguer des forêts avec les eaux usées traitées et même non traitées, d'amender les sols à reboiser avec les boues d'épuration ou de laguner à des fins piscicoles et même touristiques. Bref, utiliser la richesse que peut représenter la pollution, état d'esprit dont l'auteur crédite de façon fort sympathique le ministère de l'Agriculture et le C.E.M.A.G.R.E.F...

Anne Cadoret (4) recherche pourquoi certaines préoccupations concernant la nature deviennent objets de politique à un moment donné et pourquoi d'autres, non.

3. L'un et l'autre publieront en commun en 1987 *Le patrimoine du futur - Approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles* - Economica.

4. On rappellera qu'elle a dirigé un autre ouvrage paru en 1985 chez l'Harmattan : *Protection de la nature, histoire et idéologie. De la nature à l'environnement*.

1° - Pour qu'une question soit traitée, il faut que les découvertes scientifiques et les modes de raisonnement permettent de se la poser.

2° - Il faut que la nature soit considérée comme un bien collectif et non pas individuel.

3° - Il faut un climat scientifique et social propice à la prise en compte du problème. Encore faut-il un certain consensus...

Non, les politiques de la nature ne sont pas de celles qui, travaillant dans le registre du symbole, ne visent pas directement des résultats pratiques. Elles sont faites pour être appliquées, leurs auteurs les ont voulu efficaces. Mais force est de constater qu'elles le sont peu. Ne serait-ce pas par défaut de légitimité ? Telle est la question qu'en substance se pose Olivier Godard. « Il y a doute, constate-t-il, sur l'existence d'intérêts légitimes associés à la nature : il y a hésitation sur le(s) principe(s) de légitimité dont ils relèvent... ; ces intérêts se heurtent à d'autres intérêts à la légitimité mieux ancrée dans le tissu social » ; il y a aussi la crise de l'intérêt général et son support traditionnel qu'est l'administration de l'Etat. L'auteur distingue cinq types de nature-valeur, examine comment ils peuvent, ou non, se combiner pour fonder une politique publique de la nature à protéger et définit sept types de relation entre principes de légitimité. Quant aux instruments des politiques, l'auteur en distingue trois : le régime réglementaire, la gestion économique et la gestion patrimoniale négociées, l'évolution se faisant de la production à la gestion, la gestion étant la seule façon d'intervenir sur une nature tellement humanisée que sa préservation ne peut pas résider dans l'organisation d'une abstention. Et avec la gestion, les finalités productives retrouvent leur place, ne serait-ce que pour répondre à la demande sociale de la nature.

L'ouvrage, et avant lui le colloque dont il est issu, a-t-il atteint ses objectifs ?

La première ambition était l'interdisciplinarité. Or il est constaté que les chercheurs du secteur des sciences de la nature, sollicités, ne sont pas venus dire ce qu'ils attendaient de leurs collègues en sciences sociales pour leurs propres besoins de connaissance. Les différentes sciences sociales ont un peu mieux communiquées entre elles. En particulier, « le dialogue se rétablit avec la philosophie ». C'est probablement là le point sur lequel l'ouvrage apporte le plus.

Seconde constatation : la recherche en sciences sociales préfère les termes d'écosystème de la nature plutôt que celui d'environnement et, pour eux, la nature est une construction de la pensée.

Troisième constatation : la question de l'environnement n'intéresse et n'influence directement les sciences sociales qu'au travers... de l'Etat et de ses politiques. Mais les politiques dites d'environnement sont fragiles du fait de « l'absence de l'idée commune d'environnement ». D'où l'intérêt des sciences sociales pour inventorier et démêler les idéologies, les discours et les représentations de la nature, ainsi que les interactions effectives entre phénomènes « naturels » et acteurs sociaux.

Bref, dans la mesure où la nature est particulièrement présente dans le monde rural, les ruralistes ont de l'ouvrage en perspective... Et nul doute qu'à l'exemple des philosophes, d'autres viendront travailler avec eux.

François CLERC